

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

COLLEGE DE LA COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE

[C – 2013/31325]

21 FEVRIER 2013. — Arrêté 2010/207 du Collège de la Commission communautaire française modifiant l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 13 avril 1995 portant le statut des fonctionnaires des services du Collège de la Commission communautaire française

Le Collège,

Vu la loi spéciale des réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 87, § 3, modifié par la loi spéciale du 8 août 1980;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, les articles 79 et 79bis;

Vu le décret II de la Communauté française du 19 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, l'article 4,1^o;

Vu le décret III de la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, l'article 4,1^o;

Vu le décret du 4 mars 1999 relatif à l'intégration professionnelle des personnes handicapées, l'article 32;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 13 avril 1995 portant le statut des fonctionnaires des services du Collège de la Commission communautaire française;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 25 mars 2010;

Vu l'accord du Membre du Collège chargé du budget, donné le 1^{er} décembre 2011;

Vu l'avis de la section « Personnes handicapées » du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux Personnes et de la Santé donné le 15 février 2012;

Vu le protocole n° 2012/13 du 2 mai 2012 du Comité de Secteur XV de la Commission communautaire française;

Vu l'avis n° 52.180/2 du Conseil d'Etat donné le 5 novembre 2012 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur proposition du Membre du Collège chargé de la Fonction publique,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée aux articles 127 et 128 de celle-ci.

Art. 2. Dans l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 13 avril 1995 portant le statut des fonctionnaires des services du Collège de la Commission communautaire française, il est inséré une partie XVIII comportant les articles 279/1 à 279/12, rédigée comme suit :

« Partie XVIII. De l'intégration des personnes handicapées

Art. 279/1. Les services du Collège de la Commission communautaire française sont tenus d'occuper un nombre de personnes handicapées fixé à cinq pour cent des emplois prévus au cadre organique.

Cet objectif peut être atteint par recrutement ou par la reconnaissance de fonctionnaires dont le handicap est reconnu en cours de carrière.

Le service des ressources humaines établit une liste des agents statutaires et des stagiaires qui souhaitent se déclarer comme personne handicapée au sens de l'article 279/2 afin de pouvoir bénéficier des dispositions de la présente partie.

Art. 279/2. Peuvent occuper un emploi du quota réservé aux personnes handicapées, les candidats qui remplissent au moment du recrutement ou en cours de carrière au moins l'une des conditions suivantes :

1^o Avoir été enregistré comme tel au Service bruxellois francophone des Personnes handicapées, à l'Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées (A.W.I.P.H), à la « Vlaams agentschap voor personen met een handicap » et/ou le Vlaamse dienst voor Arbeidsbemiddeling (V.D.A.B.) ou à la « Dienststelle für Personen mit Behinderung »;

2^o Bénéficiaire d'une allocation de remplacement de revenus ou d'une allocation d'intégration sur base de la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux personnes handicapées;

3^o Etre en possession d'une attestation délivrée par la Direction générale des Personnes handicapées du Service public fédéral Sécurité sociale pour l'octroi des avantages sociaux et fiscaux;

4^o Avoir été victime d'un accident de travail ou d'une maladie professionnelle pouvant certifier d'une incapacité de travail permanente d'au moins 66 % par une attestation du Fonds des accidents du Travail, du Fonds des maladies professionnelles ou du service médical compétent dans le cadre de la loi du 3 juillet 1967 sur la prévention ou la réparation des dommages résultant des accidents du travail, des accidents survenus sur le chemin du travail et des maladies professionnelles dans le secteur public;

5^o Avoir été victime d'un accident de droit commun pouvant certifier d'une incapacité permanente d'au moins 66 % à la suite d'une décision judiciaire;

6^o Bénéficiaire du droit aux indemnités d'invalidité telles que définies par la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités coordonnée du 14 juillet 1994 pour les travailleurs salariés et par l'arrêté royal du 20 juillet 1971 instituant une assurance indemnités et une assurance maternité en faveur des travailleurs indépendants et des conjoints aidants.

Art. 279/3. Pour les concours de recrutement organisés par ou à la demande des services du Collège de la Commission communautaire française, il est procédé à des aménagements raisonnables en vue de permettre la participation de la personne handicapée aux différentes épreuves.

Pour chaque concours de recrutement, il est établi, outre la réserve générale visée au titre II – Des concours de recrutement, une réserve spécifique des personnes handicapées lauréates. Celles-ci n'y figurent qu'à leur demande et pour autant qu'elles aient produit une attestation leur conférant la qualité de personne handicapée au sens de l'article 279/2.

Les personnes handicapées reprises dans la réserve spécifique visée à l'alinéa précédent gardent le bénéfice de leur classement sans limite de temps.

Sans préjudice des dispositions du présent article, les règles relatives au recrutement visées au présent arrêté, sont applicables à la sélection et au recrutement des personnes handicapées.

Si le pourcentage visé à l'article 279/1 n'est pas atteint, priorité est donnée, lors du recrutement, aux personnes handicapées lauréates.

Article 279/4. Si aucune liste spécifique des personnes handicapées n'a pu être établie ou si aucun lauréat ne répond aux qualifications, capacités et contraintes liées à un emploi déterminé lors d'un recrutement et si le pourcentage de cinq pour cent prévu à l'article 279/1 n'est pas atteint, le Membre du Collège chargé de la fonction publique demande à procéder au recrutement de personnes handicapées dans les réserves spécifiques constituées par l'Autorité fédérale et les autres entités fédérées et précise, dans sa demande, les qualifications, capacités et contraintes liées à cet emploi. Dans ce cas, une ou plusieurs épreuves complémentaires sont organisées selon les règles prévues à l'article 25.

Art. 279/5. Le responsable du développement des compétences professionnelles organise l'accueil, la formation et l'intégration de la personne handicapée. Pour ce faire, il établit des collaborations avec le service des Prestations individuelles de la Direction d'administration de l'Aide aux Personnes handicapées.

Art. 279/6. Lorsqu'une personne handicapée est candidate à un concours d'accession au niveau supérieur, ce concours et les formations préparatoires à la promotion sont adaptés aux contraintes liées à son handicap.

Lorsqu'une personne handicapée participe à la formation requise pour la promotion à un grade des rangs 25 et 35, la formation est adaptée aux contraintes liées à son handicap.

Art. 279/7. En cas de réaffectation ou de mutation, l'avis du Conseiller en prévention – médecin du travail est requis en vue de vérifier l'aptitude de la personne handicapée à occuper le nouvel emploi.

Art. 279/8. L'Administrateur général établit, pour le 30 juin au plus tard, un rapport annuel relatif à l'emploi des personnes handicapées dans les services du Collège de la Commission communautaire française.

Le rapport est communiqué au Membre du Collège chargé de la Fonction publique et au Membre du Collège chargé de la Politique d'Aide aux Personnes handicapées, en même temps que le rapport du Comité de suivi visé à l'article 279/9. Le Membre du Collège chargé de la Fonction publique en informe le Collège.

Art. 279 /9 § 1^{er}. Il est créé un Comité de suivi au sein des services du Collège.

Celui-ci est composé du Directeur d'administration de l'Aide aux Personnes handicapées ou son délégué, du Conseiller Chef de service du service des ressources humaines ou son délégué et du responsable du développement des compétences professionnelles ou son délégué.

§ 2. Le Comité de suivi établit annuellement un rapport, sur base des données fournies par le service du personnel et après avoir entendu les agents d'accompagnement visés à l'article 279/10.

Le Comité de suivi transmet ensuite son rapport à l'Administrateur général afin que celui-ci puisse le communiquer au Membre du Collège chargé de la fonction publique et au Membre du Collège chargé de la Politique d'Aide aux Personnes handicapées, en même temps que le rapport annuel visé à l'article 279/8.

Art. 279/10. Le Conseil de direction désigne, sur base d'un profil de fonction et après appel aux candidatures, un ou plusieurs agents qui sont chargés de l'accompagnement des personnes handicapées qui le souhaitent.

Le nom et la qualité des agents d'accompagnement sont communiqués lors de leur désignation au service du personnel et des pensions et au service de la formation et de l'organisation des examens de la Commission communautaire française.

La désignation se fait pour une période renouvelable de deux ans. La reconduction se fait tacitement. L'agent d'accompagnement peut renoncer par un écrit adressé au Conseil de direction à cette fonction moyennant un préavis d'au moins trois mois.

L'agent d'accompagnement reçoit une formation en rapport avec sa fonction dont le contenu est fixé par le responsable de la formation en collaboration avec le service des Prestations individuelles de la Direction d'administration de l'Aide aux Personnes handicapées.

Art. 279/11. Sans porter atteinte aux dispositions statutaires qui permettent aux fonctionnaires d'être accompagnés par une personne de son choix, la personne handicapée peut être, à sa demande, accompagnée ou représentée par un agent d'accompagnement dans ses contacts avec les services du Collège de la Commission communautaire française.

Art. 279/12. L'agent d'accompagnement peut émettre des avis à la demande ou avec l'accord de la personne handicapée pour toutes les matières relatives au déroulement de sa vie professionnelle et de sa carrière, notamment l'accueil, l'intégration dans le service, la formation, l'évaluation, les épreuves de recrutement ou de carrière, les demandes de changements d'affectation ou de transfert, l'adaptation du poste de travail et l'accessibilité des locaux.

Il transmet les avis et propositions à l'Administrateur général.

Art. 279 /13. Les dispositions des articles 279/1, 279/2, 279 /3, 279/4, 279/5, 279 /11 et 279/12 sont applicables aux stagiaires. ».

Art. 3. Le Membre du Collège ayant la Fonction publique dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 21 février 2013.

Par le Collège :

B. CEREXHE,
Membre du Collège
chargé de la Fonction publique.

Chr. DOULKERIDIS,
Président du Collège.

VERTALING

COLLEGE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE

[C – 2013/31325]

21 FEBRUARI 2013. — Besluit 2010/ 207 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot wijziging van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 13 april 1995 houdende het statuut van de ambtenaren van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie

Het College,

Gelet op de bijzondere wet tot Hervorming der instellingen van 8 augustus 1980, artikel 87 § 3, gewijzigd door de bijzondere wet van 8 augustus 1980;

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 betreffende de Brusselse instellingen, artikelen 79 en 79bis;

Gelet op decreet II van de Franse Gemeenschap van 19 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, meer bepaald op artikel 4,1°;

Gelet op decreet III van de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 22 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, artikel 4,1°;

Gelet op het decreet van 4 maart 1999 betreffende de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces, artikel 32;

Gelet op het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 13 april 1995 houdende het statuut van de ambtenaren van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën verstrekt op 25 maart 2010;

Gelet op het akkoord van het Collegelid belast met de begroting, gegeven op 1 december 2011;

Gelet op het advies van de afdeling Gehandicapte personen' van de Franstalige Brusselse Adviesraad voor Bijstand aan personen en Gezondheid, gegeven op 15 februari 2012;

Gelet op protocol nr 2012/13 van het Comité van sector XV van de Franse Gemeenschapscommissie van 2 mei 2012;

Gelet op advies n° 52.180/2 van de Raad van State gegeven op 5 november 2012 in toepassing van artikel 84, § 1, 1e lid, 1° van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op voorstel van het Collegelid belast met Openbaar Ambt,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt, in toepassing van artikel 138 van de Grondwet, een aangelegenheid als bedoeld in de artikelen 127 en 128 van de Grondwet.

Art. 2. In het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 13 april 1995 houdende het statuut van de ambtenaren van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie, wordt er een deel XVIII toegevoegd, met de artikelen 279/1 tot 279/12, als volgt opgesteld :

« Deel XVIII. Over de integratie van gehandicapte personen

Art. 279/1. De diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie zijn ertoe gehouden om een aantal gehandicapte personen tewerk te stellen, vastgelegd op vijf procent van de arbeidsplaatsen die in het organieke kader voorzien zijn.

Deze doelstelling kan bereikt worden door middel van aanwerving of door de erkenning van ambtenaren waarvan de handicap in de loop van de loopbaan erkend is.

De dienst human resources stelt een lijst op van statutaire ambtenaren en stagiairs die zich als gehandicapte wensen aan te melden in de zin van artikel 279/2, teneinde van de bepalingen van dit deel te kunnen genieten.

Art. 279/2. De betrekkingen die voor gehandicapte personen bestemd zijn, kunnen bekleed worden door kandidaten die bij hun aanwerving of in de loop van hun loopbaan ten minste één van de volgende voorwaarden vervullen :

1° Als dusdanig ingeschreven zijn bij de Brusselse Franstalige Dienst voor Gehandicapte Personen, het Waals agentschap voor de integratie van personen met een handicap (A.W.I.P.H), het "Vlaams agentschap voor personen met een handicap" en/of de Vlaamse dienst voor Arbeidsbemiddeling (VDAB) of de « Dienststelle für Personen mit Behinderung »;

2° Een inkomsvervangende- of integratietegemoetkoming genieten krachtens de wet van 27 februari 1987 betreffende de tegemoetkoming aan personen met een handicap;

3° In het bezit zijn van een attest afgeleverd door het Directoraat-Generaal Personen met een Handicap bij de Federale Overheidsdienst Sociale Zekerheid voor de toekenning van sociale en fiscale voordelen;

4° Het slachtoffer geweest zijn van een arbeidsongeval of beroepsziekte en die het bewijs kan leveren dat men permanent voor ten minste 66 % arbeidsongeschikt is, met name aan de hand van een attest van het Fonds voor arbeidsongevallen, van het Fonds voor de beroepsziekten, dan wel van de geneeskundige dienst die bevoegd is in het kader van de wet van 3 juli 1967 betreffende de preventie van of de schadevergoeding voor arbeidsongevallen, voor ongevallen op de weg naar en van het werk en voor beroepsziekten in de overheidssector;

5° het slachtoffer van een ongeval van gemeen recht dat het bewijs kan voorleggen van een blijvende ongeschiktheid van ten minste 66 % naar aanleiding van een gerechtelijke beslissing;

6° Genieten van het recht op invaliditeitsvergoedingen zoals bepaald door de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen gecoördineerd op 14 juli 1994 voor werknemers in loondienst en door het koninklijk besluit van 20 juli 1971 houdende instelling van een uitkeringsverzekering en moederschapsverzekering ten voordele van de zelfstandigen en van de meewerkende echtgenoten.

Art. 279/3. Voor de vergelijkende wervingsexamens die door of op vraag van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie worden georganiseerd, wordt er overgegaan tot een behoorlijke aanpassing van de inrichting om de deelname van de gehandicapte persoon aan de verschillende proeven mogelijk te maken.

Voor elk vergelijkend wervingsexamen wordt, naast de algemene reserve bedoeld in titel II – Vergelijkende wervingsexamens, een specifieke reserve van geslaagde gehandicapte personen aangelegd. Deze personen worden er slechts in opgenomen op hun vraag en voor zover ze een attest hebben voorgelegd dat hen de hoedanigheid van gehandicapte persoon in de zin van artikel 279/2 verleent.

De gehandicapte personen opgenomen in de specifieke reserve bedoeld in het voorgaande lid behouden hun rangschikking zonder tijdsbeperking.

Onverminderd de bepalingen van voorgaand artikel, zijn de regels betreffende de in dit besluit bedoelde werving van toepassing op de selectie en werving van de gehandicapte personen.

Als het percentage dat bepaald is in artikel 279/1 niet bereikt is, wordt, bij de aanwerving, voorrang gegeven aan personen met een handicap die laureaat zijn.

Artikel 279/4. Indien geen enkele specifieke lijst van gehandicapte personen kon aangelegd worden of indien geen enkele laureaat beantwoordt aan de kwalificaties, bekwaamheden en uitdagingen die bij een aanwerving voor een betrekking bepaald werden en indien het percentage van vijf procent bepaald in artikel 279/1 niet bereikt is, vraagt het Collegelid bevoegd voor openbaar ambt over te gaan tot de aanwerving van gehandicapte personen in de specifieke reserve samengesteld door de federale overheid en de andere gefedereerde entiteiten en omschrijft hij in zijn aanvraag de kwalificaties, bekwaamheden en uitdagingen in verband met deze betrekking. In dit geval worden één of meerdere aanvullende proeven volgens de regels bepaald in artikel 25 georganiseerd.

Art. 279/5. De verantwoordelijke voor de ontwikkeling van de beroepsbekwaamheid organiseert het onthaal, de opleiding en de integratie van de persoon met een handicap. Hiervoor gaat hij de samenwerking aan met de dienst voor Individuele Prestaties van het Directiebestuur van bijstand aan gehandicapten.

Art. 279/6. Wanneer een gehandicapte persoon kandidaat is voor een vergelijkend examen voor overgang naar het hoger niveau, worden dit vergelijkend examen en de voorbereidende opleidingen voor de promotie aan de beperkingen in verband met zijn handicap aangepast.

Wanneer een gehandicapte persoon deelneemt aan de opleiding vereist voor de promotie naar een graad van rangen 25 en 35, wordt de opleiding aan de beperkingen die verband houden met de handicap aangepast.

Art. 279/7. In geval van reffectatie of mutatie is het advies van de preventieadviseur-arbeidsgeneesheer vereist om de bekwaamheid van de gehandicapte persoon voor het invullen van de nieuwe betrekking te controleren.

Art. 279/8. De administrateur-generaal stelt, tegen ten laatste 30 juni, een jaarverslag op betreffende de tewerkstelling van gehandicapte personen in de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie.

Het verslag wordt, gelijktijdig met het verslag van het begeleidingscomité bedoeld in artikel 279/9 aan het Collegelid belast met Openbaar Ambt en aan het Collegelid belast met het Beleid Bijstand aan Gehandicapte Personen meegedeeld. Het Collegelid belast met Openbaar Ambt licht er het College over in.

Art. 279 /9 § 1. Er wordt een Begeleidingscomité binnen de diensten van het College opgericht.

Dit wordt samengesteld uit de Directeur van het bestuur van de Bijstand aan gehandicapten of zijn afgevaardigde, de Adviseur Diensthoud van de dienst human resources of zijn afgevaardigde en de verantwoordelijke voor de ontwikkeling van de beroepsbekwaamheid of zijn afgevaardigde.

§ 2. Het begeleidingscomité stelt jaarlijks op basis van de gegevens afgeleverd door de personeelsdienst een verslag op, na de begeleidingsambtenaren bedoeld in artikel 279/10 gehoord te hebben.

Het begeleidingscomité maakt vervolgens zijn verslag aan de Administrateur-generaal over opdat deze het, gelijktijdig met het jaarverslag bedoeld in artikel 279/8, aan het Collegelid belast met Openbaar Ambt en aan het Collegelid bevoegd voor het Beleid Bijstand aan Gehandicapte Personen kan meedelen.

Art. 279/10. De Directieraad duidt, op basis van een functieprofiel en na kandidatenoproep, een of meerdere ambtenaren aan die met de begeleiding van de gehandicapte personen die het wensen belast zijn.

De naam en de hoedanigheid van de begeleidingsambtenaren worden bij hun aanstelling meegedeeld aan de dienst van personeel en pensioenen en aan de dienst voor de opleiding en organisatie van examens van de Franse Gemeenschapscommissie.

De aanstelling gebeurt voor een hernieuwbare periode van twee jaar. De verlenging gebeurt stilzwijgend. De begeleidingsambtenaar kan van deze functie afzien door een schrijven gericht aan de Directieraad middels een vooropzeg van minstens drie maanden.

De begeleidingsambtenaar krijgt een opleiding in overeenstemming met zijn functie waarvan de inhoud door de verantwoordelijke van de opleiding in samenwerking met de dienst Individuele prestaties van het Directiebestuur van Bijstand aan gehandicapten wordt vastgelegd.

Art. 279/11. Zonder inbreuk te willen maken op de statutaire bepalingen die ambtenaren toelaten begeleid te worden door een persoon van hun keuze, kan de gehandicapte persoon, op zijn vraag, in zijn contacten met de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie door een begeleidingsambtenaar begeleid of vertegenwoordigd worden.

Art. 279/12. De begeleidingsambtenaar mag adviezen op vraag of met het akkoord van de gehandicapte persoon uitvaardigen voor alle materies met betrekking tot het verloop van zijn beroepsleven en loopbaan, met name, het onthaal, de integratie in de dienst, opleiding, evaluatie, aanwervingsproeven of carrièreproeven, vragen tot wijziging van functie of mutatie, aanpassing van de werkpost en toegankelijkheid van de lokalen.

Hij maakt de adviezen en voorstellen aan de administrateur-generaal over.

Art. 279/13. De bepalingen van de artikelen 279/1, 279/2, 279 /3, 279/4, 279/5, 279 /11 en 279/12 zijn van toepassing op de stagiairs. » .

Art. 3. Het Collegelid bevoegd voor Openbaar Ambt wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, op 21 februari 2013.

Namens het College :

B. CEREXHE,
Collegelid
belast met Openbaar Ambt.

Chr. DOULKERIDIS,
Voorzitter van het College.